

505 L17185/12

6944

(1941)

4944

A

Mise en congé, pour travaux agricoles, du personnel
du cadre permanent (refus)

Dépêche du M.de l'Agric. à la S.N.C.F.
Réponse de la S.N.C.F.

24. 9.41
3.11.41

Mise en congé, pour travaux agricoles, du personnel du cadre permanent (refus)

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Service Central
des Installations Fixes

4111 - 22

C O P I E

Paris, le 3 novembre 1941

Décret
du 23 février 1940
visant la réquisition
collective
des exploitants
ou travailleurs agricoles
forestiers
et d'artisanat rural.

Monsieur le Ministre,

Vtv 80 800 -1
49

Par lettre du 24 septembre dernier, vous avez bien voulu donner votre accord à la proposition de la S.N.C.F. tendant à ce que, ainsi qu'il a été fait en 1940, soient étudiées, à l'échelon départemental, les conditions d'application au personnel de ses Services, du décret du 23 février 1940 visant la réquisition collective des exploitants ou travailleurs agricoles forestiers ou d'artisanat rural, les Chefs d'arrondissement de la Voie de la S.N.C.F. se mettant en rapport, à cet effet, avec les Préfets chargés de régler dans leurs départements respectifs le problème de la main-d'oeuvre agricole par l'intermédiaire du Directeur des Services Agricoles et du Délégué de la Mission de Restauration Paysanne: il peut y avoir là un moyen fructueux d'échange saisonnier de travailleurs auxiliaires entre la S.N.C.F. et l'Agriculture.

La S.N.C.F. prend note de votre accord et les Chefs d'Arrondissement reçoivent les instructions nécessaires.

Pour répondre toutefois à la suggestion figurant in fine de votre lettre, je crois devoir vous exposer pourquoi la S.N.C.F. ne peut entrer dans la voie des mises en congé de personnel permanent, mesure qui aurait été envisagée cette année dans les Services départementaux des Ponts-et-Chaussées.

L'organisation des Services de la Voie de la S.N.C.F., c'est-à-dire des Services les plus propres à venir en aide à l'agriculture est telle qu'une partie importante de son personnel

.....

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture
Secrétariat Général - Service de la Main-d'Ouvre Agricole
78, rue de Varenne
PARIS (7°)

est délibérément constituée par des auxiliaires; (le Décret du 21 avril 1939 a d'ailleurs fixé, pour l'ensemble des Services de la S.N.C.F., une proportion d'auxiliaires comprise entre 10 et 15% de l'effectif du cadre permanent).

Les agents permanents des Services de la Voie sont ceux qui, nécessaires en tout temps pour les fonctions de sécurité, pour les besoins d'entretien et de travaux exigeant une véritable formation professionnelle et pour l'encadrement, sont indispensables en permanence à la vie du Service et ne peuvent en être distraits, même pour peu de temps.

C'est donc exclusivement sur les auxiliaires que pourront porter les accords à intervenir à l'échelon départemental, dans la mesure où ils ne seraient pas de nature à entraver l'exécution de ces travaux.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

signé: FOURNIER.

MINISTERE
DE L'AGRICULTURE

Secrétariat Général

Service
de la Main-d'Oeuvre
Agricole

ETAT FRANCAIS

Paris, le 24 septembre 1941.

LE MINISTRE SECRETAIRE D'ETAT A
L'AGRICULTURE

C O P I E

à

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER
FRANCAIS
88, rue Saint-Lazare
P A R I S (9°)

Par votre lettre du 9 août, vous m'avez communiqué votre point de vue sur l'application possible au personnel de vos Services, du décret du 23 février 1940 visant la réquisition collective des exploitants ou travailleurs agricoles, forestiers et d'artisanat rural.

Je n'ignore pas les difficultés qui se présentent pour résoudre le problème de la main-d'oeuvre auxiliaire nécessaire en vue de l'exécution de certains travaux et je souhaite vivement qu'il soit possible de trouver pour les surmonter, une solution qui ne soit en rien préjudiciable à la satisfaction des besoins en main-d'oeuvre agricole comme au maintien à la terre de tous les exploitants et ouvriers dont la présence et le travail sont, plus que jamais, nécessaires dans les circonstances actuelles.

Je ne vois aucun inconvénient à ce que, tout en restant dans le cadre des textes législatifs en vigueur, les Chefs d'Arrondissement de la Voie de la S.N.C.F. se mettent en rapport avec les Préfets chargés de régler dans leurs départements respectifs le problème de la main-d'oeuvre agricole, par l'intermédiaire du Directeur des Services Agricoles et du Délégué de la Mission de Restauration Paysanne.

D'ailleurs, en dehors des questions relatives au personnel auxiliaire et temporaire, il pourrait être ainsi étudié, à l'échelon départemental, la possibilité de réaliser des accords permettant la mise en congé, pendant un mois, de certains éléments du personnel permanent de la S.N.C.F. qualifiés au point de vue agricole de par leur origine ou leurs capacités et susceptibles d'être ainsi utilisés aux travaux saisonniers

suiuant une répartition faite sous la direction générale du Préfet, par le Directeur des Services Agricoles et le Délégué de la Mission de Restauration Paysanne.

De tels accords ont pu jouer, dès cette année, avec les Services départementaux des Ponts-et-Chaussées et ont donné d'excellents résultats en permettant l'envoi aux agriculteurs d'une main-d'oeuvre de complément parfaitement qualifiée.

Pour le Ministre et par autorisation

Le Maître des Requêtes
Chef des Services de Législation Rurale,

signé: Jacques DOUBLET.